

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne Rhône-Alpes
Unité inter-Départementale
Cantal / Allier / Puy-de-Dôme
Equipe Environnement-Carières de l'Allier

Yzeure, le 26 juillet 2018

**RAPPORT DE CONTRÔLE RÉALISÉ AU TITRE DU CODE DU TRAVAIL ET DU RGIE
(Règlement Général des Industries Extractives).**

Raison sociale : SARL CARRIERES MOULINAT.

Adresse du siège : ZA Campus de la Brande, 7 chemin de la St Amand, 03600 - Malicorne.

Adresse du site inspecté : « Peuroir Ouest ».

Commune : 03410 - Domérat.

Date de la visite : inspection du vendredi 29 juin 2018.

Observations particulières : le jour de la visite, la carrière est en activité ; une installation de premier traitement des matériaux est en place mais elle est à l'arrêt, et non autorisée ; deux salariés sont présents pour servir les clients.

Suivi des constats de la visite précédente : oui.

Dates des visites précédentes : 29 novembre 2013.

N°	REF REGLEMENTAIRE	CONSTATS LORS DE LA VISITE PRECEDENTE	SUITES DONNEES PAR L'EXPLOITANT CONTATS LORS DE LA VISITE
x	x	Cf. le rapport de l'inspection pour la visite du 29 novembre 2013, clos le 08 janvier 2014.	Réponses apportées par l'exploitant dans sa lettre du 23 janvier 2014 ; par lettre du 29 janvier 2014, l'inspection a considéré que ce courrier du 29 janvier 2014 clôturait les écarts constatés le 29 novembre 2013.

AUTRES CONSTATS :			
N°	REF REGLEMENTAIRE	DETAILS OU OBJECTIFS DE LA PRESCRIPTION CONTROLEE	CONTATS LORS DE LA VISITE
C1	Code du travail (R 4534-136).	Noyade.	Le bassin de 25 m² environ est équipé d'une bouée, d'un panneau annonçant le risque « noyade » et d'un cordage ; il est grillagé. Conforme.
C2	Code du Travail (R 4321-1).	Principe des équipements de travail et des moyens de protection.	Conforme.
C3	Action nationale 2016 (et 2017) sur l'empoussiérage. Code du travail (notamment l'article L 4111-4 et les articles R 4412-5 à 4412-533) et les arrêtés ministériels du 15 décembre 2009 et du 04 novembre 2013 ainsi que le décret n° 2013-797 du 30 août 2013. Code du travail (art. R 4412-9).	Evaluation des risques. Communication.	Pour l'empoussiérage, l'inspection note que la démarche et les réflexions ne sont pas entamées par l'exploitant. Les campagnes de mesures ne sont pas réalisées. Les GEH (groupe d'exposition homogène) n'ont pas été identifiés. Actions correctives à mettre en place. L'exploitant indique avoir commandé, en 2018, une étude à PREVENCEM. Rappel de l'inspection : pour la situation énoncée ci- dessus, informer d'une part, le médecin du travail intervenant sur ce site.

AUTRES CONSTATS :			
N°	REF REGLEMENTAIRE	DETAILS OU OBJECTIFS DE LA PRESCRIPTION CONTROLEE	CONTATS LORS DE LA VISITE
C4	Code du travail (articles L 4121-1, et R 4121-1).	Le dossier unique d'évaluation des risques = DU ER (ex DSS).	<p>Le DU ER est mis à jour régulièrement (14 mai 2018, avril 2018, juin 2015), avec des plans d'actions.</p> <p>Le Directeur Technique est nommé</p> <p>Plusieurs chapitres de ce DU ER évoquent les « dossiers de prescriptions » comme : véhicules sur piste, EPI, équipements de travail, travail et circulation en hauteur, bruit, vibrations, empoussiérage, etc</p> <p>DU ER conforme.</p>
C5	Code du travail (R 4441-1).	Vibrations.	<p>Pour la chargeuse et la pelle mécanique, cf. le rapport SSTI 2018 référencé MV 301539 2018 28052018, et notamment la page 15/19 avec les conclusions suivantes :</p> <p>- « attention aux vibrations latérales lors de la conduite de la chargeuse ».</p> <p>Conforme.</p>
C6	Code du travail (R 4323-23).	Visite générale périodique (VGP) des engins.	<p>Le chargeur présent sur le site dispose, sur le pare-brise, d'un auto-collant VGP.</p> <p>Conforme.</p>

AUTRES CONSTATS :			
N°	REF REGLEMENTAIRE	DETAILS OU OBJECTIFS DE LA PRESCRIPTION CONTROLEE	CONTATS LORS DE LA VISITE
C7	R 4228-1 et suivants.	Installations sanitaires (WC et douches), salle de restauration et vestiaires pour les salariés.	<p>Conforme.</p> <p><i>Rappel pour l'affichage dans les locaux notamment ceux réservés aux personnels : pour cette carrière, l'inspection du travail en carrières est assurée par la :</i></p> <p>DREAL Auvergne Rhône-Alpes, UiD Cantal/Allier/Puy de Dôme, Environnement Carrières Allier, 51 boulevard Saint Exupéry. CS 50 121 03403 – Yzeure Cedex Tél. : 04 70 48 78 51</p>
C8	Code du travail (R 4624-11 et suivants).	Visite médicale des salariés.	<p>Visite médicale réalisée par SSTI 03, pour :</p> <p>conducteur d'engin, visite du 30 mai 2017 = conforme.</p> <p>L'inspection prend note dans le dossier de cet agent des points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CACES ACTO conforme qui expire en 2028 ; - autorisation de conduite de l'employeur délivrée le 17 mai 2018 et signée le 23 mai 2018. <p>conducteur d'engin, visite du 18 mai 2017 = conforme.</p> <p>L'inspection prend note dans le dossier de cet agent des points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CACES ACTO conforme qui expire en 2028 ; - autorisation de conduite de l'employeur délivrée le 17 mai 2018 et signée le 23 mai 2018. <p>Employé (présent aussi sur la carrière ALZIN à Chamblet) : visite médicale vérifiée lors de l'inspection de cette carrière, conforme.</p>

AUTRES CONSTATS :			
N°	REF REGLEMENTAIRE	DETAILS OU OBJECTIFS DE LA PRESCRIPTION CONTROLEE	CONTATS LORS DE LA VISITE
C9	Code du travail (article D 4711-1).	Documents et affichages obligatoires.	Présence de quelques documents dans le bungalow mobile. Action corrective à mettre en place (cf. C7).
C10	Code du travail (R 4214-9, R 4214-11, R 4214-13, R 4214-14, 3 et 4 et , R 4323-50).	Signalisation et matérialisation relatives à la santé et à la sécurité.	Conforme.
C11	Code du travail (articles L 4644-1 et R 4644-1). Arrêté ministériel du 31 décembre 2001.	Organisme extérieur de prévention (OEP) qui assiste l'exploitant en matière de sécurité et santé au travail (SST).	L'inspection note la date de dernière visite de l'OEP « PREVENCEM » : * le 28 juin 2017 (sur place, rapport disponible pour l'inspection). Nota : ce rapport, en page 17, mentionne l'installation de 1 ^{er} traitement des matériaux. ** L'inspection note que les observations formulées par PREVENCEM à l'exploitant, lors des visites précédentes, sont prises en compte. Suite aux remarques de l'OEP, il est rappelé par l'inspection que les actions réalisées par l'exploitant de la carrière doivent être relevées dans la <u>colonne bleue</u> avec les informations suivantes : fait le (date), ou à faire (date limite), le nom et prénom de l'intervenant, sa signature. Actions correctives à prévoir pour la colonne bleue. Conforme.
C12	Code du travail (articles R 4225-25 et 26, et R 4322-1 et 2, et R 4323-95).	Equipements de Protection Individuelle.	Conforme.

Rappel :

D'une façon générale, il est rappelé, à l'employeur, les dispositions de l'article L 4121-1 du code du travail et tout particulièrement les fondements des principes généraux de prévention suivant l'article L 4121-2 relatifs à ces obligations :

- 1° éviter les risques ;
- 2° évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- 3° combattre les risques à la source ; (*comme par exemple pour les poussières*),
- 4° adapter le travail à l'homme et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
- 5° tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- 6° remplacer ce qui est dangereux par moins dangereux ;
- 7° planifier la prévention au harcèlement moral « et au harcèlement sexuel, tels qu'ils sont définis aux articles L.1152-1 et L. 1153-1 » ;
- 8° prendre des mesures de protection collective individuelle ;
- 9° donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Fait à Yzeure, le 25 juillet 2018,

L'Inspecteur du Travail,

Signé